

saient l'énergie. Le gouvernement a supprimé ce programme, puis le Programme d'investissement dans les économies d'énergie dans les provinces de l'Atlantique, le Programme de démonstration de l'énergie solaire, le Programme de démonstration dans les collectivités éloignées, le Programme de l'énergie renouvelable dans l'industrie forestière et le Programme d'aide à la conversion industrielle.

Le gouvernement a pratiquement supprimé tous les programmes qui avaient été établis au cours de ces dernières années pour encourager la conversion. Pourtant, il a l'audace de dire qu'il appuie les questions concernant l'environnement. Il n'y a pas grand-chose qui aille dans ce sens. On peut en juger d'après ce qu'on a fait des programmes concernant l'environnement qui avaient été établis au cours de ces dernières années. Le gouvernement les a pratiquement tous supprimés. Maintenant je comprends encore mieux pourquoi aucun ministre n'a pris la parole pour expliquer ce programme.

Et les coopératives de logement? Quiconque a visité un projet de logement coopératif ou y a habité sait qu'il a bénéficié à de nombreuses personnes et que ce programme est réclamé par des centaines de milliers de Canadiens. Il permet aux gens de se loger convenablement à des prix abordables. Pour réduire la pénurie de logements, quelle attitude le gouvernement adopte-t-il à l'égard d'un programme qui existe dans tout le pays? Toutes les grandes villes se sont donné un programme populaire, accepté et admiré de logements coopératifs. Dans son budget, le gouvernement réduit les fonds consacrés à ce programme. Ils doivent être plafonnés cette année et considérablement diminués les prochaines années. Cet instrument de développement et de croissance est éliminé.

De quels moyens le gouvernement fédéral dispose-t-il pour aider les petites entreprises à se développer, à fabriquer de nouveaux produits et à créer des emplois? Les services de gestion sont l'un des éléments les plus constructifs de la Banque fédérale de développement. L'interprétation de son mandat actuel soulève des questions, mais ce programme est recherché par beaucoup de gens qui lancent une petite entreprise, surtout pour la première fois. Le gouvernement a annoncé qu'il le supprimerait. Ce programme qui offre des conseils et des encouragements n'existera plus à l'avenir.

Pouvoir d'emprunt—Loi

Enfin, le gouvernement a décidé qu'il n'était plus nécessaire de soutenir l'enseignement postsecondaire. Tout le monde sait que l'économie de l'avenir sera basée sur les connaissances et l'information. De la conception à la production, elle exigera des capacités et des compétences avancées en recherche et en développement, donc une éducation plus poussée. C'est le moment que le gouvernement choisit pour réduire son appui aux provinces pour l'enseignement postsecondaire.

La décision la plus décourageante que le gouvernement a prise dans ce domaine est probablement celle de plafonner le programme pour les étudiants autochtones qualifiés qui désirent poursuivre des études postsecondaires. Les députés peuvent-ils imaginer rien de plus sinistre que de dire à ces jeunes que les fonds seront supprimés? Les milliers de jeunes autochtones qui veulent fréquenter les universités, les collèges, les écoles techniques ou autres institutions semblables doivent renoncer à leurs projets parce que le gouvernement impose une limite aux budgets de ces programmes.

Madame la Présidente, vous me signalez que mon temps de parole est écoulé. Nous nous opposons fermement à ce projet de loi. Le gouvernement qui veut emprunter 24 milliards de dollars nous dit qu'il va augmenter le chômage, ralentir la croissance économique, attiser l'inflation et maintenir les taux d'intérêt à des niveaux élevés. En même temps, il nous dit que le déficit va augmenter au cours des deux prochaines années.

Je dois dire que le gouvernement s'est placé dans le pétrin et qu'il ne sait comment s'en sortir. Il n'a aucune vision d'avenir pour le pays et se contente de le morceler et de le donner aux Américains sous le couvert du libre-échange. Nous avons mis 120 ans à bâtir le pays mais, depuis quelques mois, tout indique que le gouvernement va le démolir.

En terminant, je dis aux députés de ne pas s'étonner de nous voir voter contre le projet de loi C-11 aux termes duquel le gouvernement demande la permission d'emprunter 24 milliards de dollars.

M. Sobeski: Madame la Présidente, j'aimerais commenter brièvement le discours du député et ses faux renseignements sur les prestations de sécurité de la vieillesse. Il n'est pas question de réduire ces prestations, et le député le sait. Il sait qu'elles sont pleinement indexées, donc qu'elles vont augmenter avec le temps.